PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Actes du colloque international pluridisciplinaire

LA CRISE DE L'UNIVERSITÉ EN AFRIQUE : DIAGNOSTIC ET ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES TRANSVERSALES

Volume XII – Numéro 22 - Bouaké, les 09, 10 et 11 Juin 2022 Côte d'Ivoire

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85
(+225) 01 03 47 11 75
(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : https://www.perspectivesphilosophiques.net

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉNAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA**.**
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANOH, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr. Kouassi Marcelin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal **PALÉ-KOUTOUAN**, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ALLOCUTIONS ET COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....1

I. ALLOCUTIONS.....1

Allocution du Président du comité d'organisation.....2

Allocution du Directeur du Département de Philosophie.....6

Allocution du Directeur de l'UFR-CMS.....9

Allocution du Président de l'Université Alassane OUATTARA.....12

Allocution du Maire de Bouaké.....15

Allocution du Ministre de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la lutte contre la Corruption, Parrain du Colloque.....17

Allocution du Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel, Patron du colloque.....19

Allocution de clôture du Président émérite de l'Université Alassane Ouattara, Président de la Chaire UNESCO de Bioéthique de l'UAO.....21

Rapport de synthèse.....24

Recommandations.....31

II. COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....33

« Vrai et faux pluralisme ». Les universités dans l'ordre mondial contemporain,
Ernst Wolff.....35

Notre devoir et notre foi au caractère universel de l'Université,
Thiémélé L. Ramsès BOA.....51

DEUXIÈME PARTIE : AXES DE RÉFLEXION ET ATELIERS.....63

PREMIER AXE : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS...65

Mauvaise gouvernance endémique des États africains : approche synoptique des universités en déconstruction,
Kobenan Maxime KOUMAN.....67

L'essence de l'université chez Heidegger : la *Lehrerschaft* face aux défis de la *Führerschaft*, cas de l'Afrique,
Pascal Dieudonné ROY-EMA.....85

La gouvernance universitaire à l'épreuve de la discipline sur le campus au Cameroun,
Saidou ABOUBAKAR.....101

Gouvernance et financement des universités de la zone UEMOA,
Kadiatou SANOGO N'DOURE 119

Fondements et typologie caractéristique de la crise de l'université en Afrique : cas de l'université gabonaise,
Georges MOUSSAVOU.....135

Projets d'école et l'autonomie des universités au Togo,
Ati-Mola TCHASSAMA.....149

La communication interne de l'UFR/LAC de l'université Joseph KI-ZERBO au Burkina Faso,
1. Marcel BAGARE 2. Dognon Lucien BATCHO 3. Salif ZONGO.....165

DEUXIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET QUESTION DU GENRE.....185

Femmes et carrières à l'épreuve de la disparité fondée sur le sexe au sein de l'université de N'Djamena,
1. Dieudonné VAÏDJIKÉ 2. Alexis NGARMBATEDJIMAL 3. François NDILBÉ MBAÏNGUEM.....187

Genre et harcèlement sexuel en milieu universitaire : le cas des étudiantes des universités de Côte d'Ivoire,
Lou Gobou Bien-aimée GOHI.....203

TROISIÈME AXE : FORMATION ET EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS.....217

La dialectique de la formation et de l'emploi : l'université à l'épreuve du devenir,
Akpolê Koffi Daniel YAO.....219

Penser la crise des universités africaines comme une crise de la langue de la formation scientifique,
Tohotanga COULIBALY.....233

La philosophie de l'entrepreneuriat : une implication socio-économique de l'allégorie de la caverne chez Platon,
Bi Zaouli Sylvain ZAMBLÉ.....247

Formation et employabilité des étudiants africains, quelle approche philosophique ?,
Aikpa Benjamin DIOMAND.....263

La question de la réforme et la révolution dans l'université en Afrique à la lumière de la pensée de Paul RICŒUR,
Oi Kacou Vincent Davy KACOU.....283

L'employabilité des diplômés en SHS au Mali : des dynamiques contradictoires aux origines de la crise de l'université,
Sambou DIABY.....299

Les universités africaines : entre professionnalisation manquée des enseignements et prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur douteux,
Théodore TEMWA.....315

Crise de l'université camerounaise comme crise des sciences sociales : entre théorisation et professionnalisation des enseignements,
Lydie Christiane AZAB à BOTO.....333

De la mission nouvelle des universités africaines : pour une politique d'employabilité des jeunes,
Miesso ABALO.....351

Formations et risques de chômage des étudiants au Gabon : quelle représentation sociale ?,
Parfait MIHINDOUBOUSSOUGOU.....365

QUATRIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET CULTURE DE L'EXCELLENCE.....383

De la promotion de l'éducation positive pour une université plus créative,
Hyacinthe Aboa ACHI.....385

La refondation de l'université africaine comme institution méritocratique : un impératif catégorique dans la quête de l'excellence,
Franck KOUADIO.....399

Culture organisationnelle et excellence à l'Institut Supérieur du Génie Électrique du Burkina Faso (ISGE-BF)
Marcel ZERBO.....419

Le finalisme aristotélicien : une invitation à l'excellence pour nos universités africaines,
Arnaud-Olivier GNAHOUA.....435

De la culture de l'excellence dans l'espace universitaire africain : réflexion à partir de la pensée de Njoh-Mouelle Ébénézer,
Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ.....447

Une auratisation de l'environnement académique peut-elle sauver l'université de la grisaille ?,
Masséké OPONOU.....463

Conditions pour un excellent enseignement à l'université,
Niali Armand-Privat PILLAH.....477

CINQUIÈME AXE : SYNDICALISME, POLITIQUE ET VIOLENCE À L'UNIVERSITÉ.....497

La fin et les moyens : conséquences de l'auto-justification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes,
Youldé Stéphane DAHÉ.....499

La démocratisation des libertés chez Marx : une propédeutique à la pacification de l'espace universitaire ivoirien,
Jean-Joel BAHI.....515

Les universités ivoiriennes à l'épreuve de la violence des syndicats estudiantins,
1. Koffi Décaird KOUADIO 2. Alice KOUAKOU.....531

Le paradigme esthético-éducatif aristotélicien et schillérien face à la problématique de la violence dans l'espace universitaire ivoirien,
Koudou François OZOUKOU.....545

La FESCI, ce boulet que porte l'université ivoirienne dans un élan de servitude volontaire,
Bledé SAKALOU.....557

Violences en milieux universitaires : déterminisme et normativité d'un phénomène pernicieux en Côte d'Ivoire,
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON.....575

Les enjeux de l'art technologique dans les crises universitaires ivoiriennes à partir de la pensée de Walter BENJAMIN,
Barthelemy Brou KOFFI.....589

Violences estudiantines syndicales en Côte d'Ivoire : entre revendications légitimes et délinquance,
Kouassi Marcelin AGBRA.....605

Les relations conflictuelles entre les syndicats et l'administration gabonaise. Cas du SNEC de 1991 à 2020,
1. Lucien MANOKOU 2. Nathalie EBANETH.....621

SIXIÈME AXE : RESPONSABILITÉS ÉTHIQUES, PÉDAGOGIQUES ET ACADÉMIQUES DES UNIVERSITAIRES.....637

Décolonisation de la pensée : exigence de qualité académique,
Mafa Georges ASSEU.....639

Du modèle anthropologique canguilheméen : une thérapie à la crise de l'université en Afrique
Florence BOTTI.....655

Le savoir ou la politique : la mission des universitaires africains en question,
Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE.....667

L'enseignement philosophique : un modèle d'étude exégétique pour une université en crise,
Chantal PALÉ-KOUTOUAN.....683

L'enseignement dialectique platonicien : un guide d'éducation pour l'excellence universitaire,
Ange Allassane KONÉ.....699

Autodétermination des peuples et censure : la fonction de l'université selon Kant,
Amidou KONÉ.....715

Éthique de la discussion et crise de l'université en Afrique,
Cyrille SEMDE.....731

SEPTIÈME AXE : INFRASTRUCTURES, TICE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE.....745

TICE, déconstruction ou reconstruction technoscientifique de la crise des universités en Afrique subsaharienne ?,
Kouadio Victorien EKPO.....747

Le rôle de l'insuffisance des infrastructures dans la crise universitaire au Niger,
Abdou KAILOU DJIBO.....761

Problèmes de logements d'étudiants et crises académiques à l'université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo,
1. Djibril KONATÉ 2. Foussata DAGNOGO.....783

HUITIÈME AXE : LIBERTÉS ET FRANCHISES UNIVERSITAIRES...797

Ontologie augustinienne et résolution des crises universitaires,
N'gouan Yah Pauline ANGORA épse ASSAMOI.....799

NEUVIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET DYNAMIQUE DES SOCIÉTÉS...811

La vocation de l'université en Afrique à la lumière du *Conflit des facultés* d'Emmanuel Kant,
Éric Inespéré KOFFI.....813

De la décadence éthico-religieuse à la déconfiture institutionnelle des universités en Afrique : une analyse prospective,
Kouassi Honoré ELLA.....829

Communication de crise et crises de fonctionnement dans les universités subsahariennes,
Faloukou DOSSO.....847

Sociétés en crise et crise de l'université en Afrique : la culture comme recours dans la perspective de Paulin HOUNTONDJI,
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU.....863

La crise des universités africaines : le péril de l'éducation parentale,
Aya Anne-Marie KOUAKOU.....879

Fondements et enjeux de la crise de l'université publique en Afrique noire : quels repères pour en sortir ?,
Bilakani TONYEME.....895

Université et culture des valeurs morales chez les étudiants au Burkina Faso,
Bawala Léopold BADOLO.....911

Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique,
Cyrille MICKALA.....927

Les universités dans le développement des sociétés africaines,
Adjoua Marie Jeanne KONAN.....949

Le conservatisme platonicien, un possible remède à la crise de l'université,
Amed Karamoko SANOGO.....963

Crise des universités africaines comme crise de la rationalité,
Roland TECHOU.....979

L'engagement des universitaires face aux réalités sociales chez Marcuse,
Amara SALIFOU.....995

Crise universitaire et défis éducationnels à partir de la pensée de Hobbes,
Amenan Madeleine Épouse Ekra KOUASSI.....1011

Crise universitaire : impératif éthique bergsonien de libération de l'intellect,
Amani Albert NIANGUI.....1025

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons

dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

LES UNIVERSITÉS IVOIRIENNES À L'ÉPREUVE DE LA VIOLENCE DES SYNDICATS ESTUDIANTINS

1. Koffi Décaird KOUADIO
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire)
decairdk@yahoo.fr

2. Alice KOUAKOU
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire)
alyyce1820@gmail.com

Résumé :

Depuis des décennies, les universités ivoiriennes sont éprouvées par la violence des syndicats estudiantins qui ont fait de ces espaces du savoir, des champs d'affrontements violents. Ces violences qu'exercent les syndicats estudiantins ne vont pas sans destruction de biens publics et privés, atteinte aux libertés d'expression, séquestrations des personnes, meurtres, viols, perturbation des cours et des activités académiques, etc. Ces violences ont fini par déstabiliser le système universitaire et ternir son lustre d'antan. Nous montrerons dans ce texte que la violence des syndicats estudiantins éprouve les universités ivoiriennes et les met en crise. Pour sortir de la violence, ces syndicats doivent être dépolitisés et démilitarisés.

Mots clés : Impunité, liberté d'expression, savoir, syndicats estudiantins, Système universitaire, violence.

Abstract:

For decades, the Ivorian universities have been tested by the violence of the student unions which have made these spaces of knowledge, fields of violent confrontation. This violence carried out by the student unions is not without the destruction of public and private property, the attack on freedom of expression, the kidnapping of people, murders, rapes, the disruption of classes and academic activities, etc. .This violence ended up destabilizing the university system and shattering its former glory. We will show in this text that the violence of the student unions tests the Ivorian universities and puts them in crisis. To emerge from the violence, these unions must be depoliticized and démilitariser.

Keywords : Impunity, freedom of expression, student unions, university system, violence, knowledge.

Introduction

Les universités ivoiriennes qui devraient être des espaces civilisés de recherche, d'apprentissage, de formation, et de la conquête du savoir, sont en proie à la violence terrifiante des syndicats estudiantins qui les ont plongées dans une crise profonde. Pourquoi les universités ivoiriennes sont-elles aujourd'hui otages des syndicats estudiantins qui sont organisés en bande d'agresseurs faisant impunément ce qu'ils veulent ? Quelles sont les causes de cette violence dans l'espace universitaire ? N'est-ce pas ces violences déshumanisantes qui déstabilisent et font régresser en performance les universités ivoiriennes ? Comment construire des universités d'excellence, exemptes de violence et capables de se poser comme de véritables moteurs de développement ? Telles sont les préoccupations que nous avons choisies d'examiner dans ce texte. Dans cette communication, nous voulons montrer que les universités ivoiriennes sont éprouvées par la violence des syndicats estudiantins. Pour leur pacification, ces syndicats doivent être dépolitisés et « démilitarisés », afin que ces universités retrouvent leur lustre d'antan. Dans une démarche analytique et critique à la fois, qui nous permettra de dégager des perspectives nouvelles pour nos universités, nous subdivisons notre texte en trois parties : 1. étiologie de la violence syndicale en milieu universitaire, 2. violence syndicale et universités en crise et 3. Perspectives d'universités exemptes de violences syndicales.

1. Étiologie de la violence syndicale en milieu universitaire

Depuis plusieurs décennies, les universités ivoiriennes sont confrontées à de nombreux problèmes qui ont fini par faire d'elles, des universités en crise permanente. Ces crises ont profondément impacté le rayonnement des universités et réduit les acquis sociaux des acteurs, voire, bloqué le dispositif de l'environnement du travail, de la formation et de l'apprentissage. En effet, depuis les années 1990, au moment où la Côte d'Ivoire s'ouvrait à l'ère du multipartisme, la crise politique qui lui est consécutive coïncide avec les revendications syndicales à l'université, dans les Lycées et collèges avec la

Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), née dans cette période de crise. Avant l'avènement de la F.E.S.C.I., c'est le mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (M.E.E.C.I), proche du parti au pouvoir d'alors, le P.D.C.I qui occupait l'espace universitaire et scolaire de la Côte d'Ivoire. Ce mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (M.E.E.C.I), était un mouvement syndical et politique d'élèves et d'étudiants créé en 1969 après la dissolution de l'Union nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (U.N.E.E.C.I). C'est donc le M.E.E.C.I qui, de 1969 à 1990, représentait les élèves et étudiants jusqu'à sa dissolution en 1990. Dans la même année, comme nous l'avons souligné plus haut, précisément, le 21 avril 1990, à l'église sainte famille de Riviera 2 à Abidjan, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (F.E.S.C.I.) voit le jour et se fixe pour objectif, la lutte pour les intérêts moraux et matériels des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire. Elle a, pour ce faire, travaillé à installer ses sections sur toute l'étendue du territoire, dans les universités, puis dans les Lycées et collèges. En arrière-fond de l'objectif qu'elle s'est fixée, son but était de se débarrasser du P.D.C.I., car, pour ses responsables, il n'y avait aucun moyen d'améliorer l'école sans démocratie. Ainsi, pour eux, le P.D.C.I., qui a incarné le parti unique des indépendances aux multipartismes, ne pouvait pas être un gage de démocratie. De cette façon, les revendications corporatistes étaient soupçonnées par le parti au pouvoir de cacher une démarche politique. Cette confusion ne pouvait donc disposer véritablement le pouvoir à régler les problèmes posés par les étudiants. En plus de cela, les politiques d'ajustement structurelles, P.A.S., qui ont sapé les dispositifs de l'État dans le secteur de la santé et de l'éducation, ont créé une crise grave qui a brisé la volonté des autorités à faire face aux problèmes de l'école. Comme le souligne J.-M. Ela (2007, p. 164), « face à la crise que traverse l'université en Afrique, les programmes d'ajustement structurel sont, pour les experts de Brettons Woods, le chemin à suivre, si les pays africains veulent renverser les tendances actuelles » en vue de sortir de la crise et amorcer la croissance économique. Leur projet était d'inscrire et de soumettre l'enseignement supérieur dans l'ordre marchand, c'est-à-dire dans l'économie de marché en réduisant d'une part, le rôle de l'État dans le secteur de l'économie, et d'autre part, en faisant la promotion du secteur privé.

En fin de compte, ces politiques d'ajustement structurel, d'inspiration libérale, mises en œuvre dans de nombreux pays à partir des années 1980, en contraignant l'État à réduire son rôle dans les secteurs clés de son développement, à savoir l'agriculture, la santé, et l'éducation par exemple, ont eu des conséquences dramatiques sur le plan social. Or, « la réduction du rôle de l'État entraine nécessairement une diminution des dépenses sociales ou des subventions accordées aux couches vulnérables ». (A. Adou, 2013, p. 124). Toutes les couches sociales en lien avec ces reformes antisociales en sont victimes. Dans les universités, on assiste à la fin de l'âge d'or des étudiants et l'accroissement des inégalités. Des théories controversées de réduction des effectifs d'étudiants dans l'enseignement supérieur ont commencé à occuper la réflexion, avec une incitation à l'ouverture des grandes écoles et universités privées. Les P.A.S ont fait croire que le nombre pléthorique d'étudiants inscrits dans les universités ne peut assurer une croissance économique. Il faut donc procéder à une sélection des candidats à l'université.

Les politiques d'austérité imposées par la banque mondiale et le Fonds monétaire international (F.M.I.) ont infesté le système éducatif et universitaire, dans la mesure où l'État, a fini par abandonner les secteurs clés de son développement en en réduisant, voire supprimant son investissement. L'État ivoirien, prisonnier des impératifs économiques imposés, ne mise plus dans le social. Il devra désormais faire face aux problèmes que rencontrent les universités, à savoir, la réduction ou la suppression de la bourse d'étude, l'insuffisance des salles de travaux dirigés (T.D), de travaux pratiques (T.P.), d'Amphithéâtres et les conditions de vie et d'étude qui ne cessent de se dégrader. J-M. Ela (1994, p. 50-51) a raison dans une certaine mesure, de faire le diagnostic des universités et les conditions de vie précaires des étudiants en Afrique :

> Dans cette perspective, qu'on se représente les conditions de vie des étudiants sans bourses ni chambres dans les grandes villes qui, souvent, sont parmi les plus chères du monde (…). Ceux que l'on a pu considérer longtemps comme les enfants privilégiés sont aujourd'hui les exclus d'un système qui les rejette dans les zones de marginalité sociale dont ils ont parfaitement conscience.

Les universités sont dans l'impasse et ne semblent plus garantir un avenir à la jeunesse. L'État ivoirien en crise, appliquant les réformes iniques des

institutions de Brettons Woods, ne pouvait pas régler efficacement les problèmes que posent les syndicats. Cette incapacité de l'État à régler efficacement et durablement les problèmes posés, est vue par la F.E.S.C.I., comme un manque de volonté politique dont l'objectif est de sacrifier la jeunesse sur l'autel de la conjoncture. Ainsi, la seule alternative, pour elle, c'est la voie de la violence pour contraindre le pouvoir à régler les problèmes posés. C'est donc par la violence que la F.E.S.C.I. posait ses revendications.

La crise de l'écoute est, de cette façon, à l'origine de la violence des syndicats estudiantins. K. Niamkey (2019, p. 65) définissant la violence écrit ceci : « on peut dire globalement que la violence est un mode d'expression qui est fonction du conflit social dont elle se veut la solution ». Pour Niamkey Koffi, la violence s'exprime en fonction de la situation qui prévaut et se pose comme le moyen de règlement d'un différend. L'année 1990, est une année particulièrement trouble, avec le spectacle de la violence lors des manifestations des partis d'opposition, la contestation de plus en plus violente de la F.E.S.C.I. qui veut, par le langage de la violence obtenir les droits dont elle pense être privés ou qui ne lui étaient pas reconnus et de certains droits acquis qu'elle était en train de perdre sous le régime du P.D.C.I. En se servant de la force, nous dit G. B. C. Koné (2017, p. 20), « l'individu usant de la violence cherche en fait à changer et à modifier la réalité ou le cours des choses à son avantage. Il impose ainsi une sorte de diktat, de domination qui soumet autrui à sa volonté pour mieux lui retirer son droit, son bien et/ou lui contester une émotion, une vision ». Le chemin de la violence emprunté par la F.E.S.C.I. avait pour visée, le bouleversement de la stabilité politique, l'ordre établi, afin d'arracher le changement. La violence des syndicats estudiantins dans l'espace universitaire va prendre sa source dans un contexte de crise sociopolitique, de crise économique et de mutation dans la construction de l'État-nation que le processus de démocratisation du pouvoir a fait voir. C'est à partir de cette pression violente exercée par les étudiants et leurs soutiens que le système éducatif et universitaire a été entamé.

2. Violence syndicale et universités en crise

Les politiques d'austérité suscitée par le F.M.I. et la banque mondiale ont soumis l'État ivoirien à des grèves violentes conduites par le syndicat des élèves

et étudiants (F.E.S.C.I.). Cette violence et les incivilités dans les espaces scolaires et universitaires se sont multipliées et sont devenues comme un cancer que portent ces espaces. Selon G. B. C. Koné (2017, p. 21), « à bien analyser le phénomène, on aperçoit qu'il est premièrement une remise en cause de la quiétude, de la paix, du calme et de l'ordre qui prévalaient. Deuxièmement, la violence est démesure, chaos, puisqu'au cœur du concept se trouve l'idée de déchaînement ». Les actes de défiance et la remise en cause permanente de l'autorité académique et administrative sont devenus les caractéristiques de nos espaces universitaires et scolaires. Pendant des années, nous avons assisté à des affrontements violents intersyndicaux et extra syndicaux qui n'ont cessé d'installer sur les espaces universitaires, un climat de terreur, de chaos et de non droit, à travers les actes d'incivilité et l'atteinte à l'intégrité physique sur les étudiants, le personnel enseignant et administratif.

Le projet de revendication de conditions meilleures d'études pour les élèves et étudiants engagé par la F.E.S.C.I., s'est mué en une lutte d'occupation et de domination des espaces scolaires et universitaires de Côte d'Ivoire. Ce contrôle de l'espace scolaire et universitaire, est un contrôle de la jeunesse de ces espaces pour servir d'instrument à la lutte de positionnement politique ou peser dans les stratégies politiques des partis dont elle est proche. Les moyens utilisés pour exercer la violence ont évolué avec l'usage de la machette qui a fait irruption dans leur fonctionnement. Comme le fait remarquer Y. Konaté (2003, p. 49-70),

> Pendant longtemps, en Afrique, un combat entre hommes se passait à la loyale, mains nues. Recourir au moindre bâton était synonyme de lâcheté et le lâche était immédiatement désarmé par le public… Aujourd'hui, voilà que les jeunes empoignent des machettes contre d'autres jeunes, sans honte… Ces jeunes qui sortent les grands couteaux et se trucident sans égard pour les valeurs dont l'Université est le garant, (…) ont mis le pied à l'étrier du pouvoir d'État !

Le temple du savoir, lieu d'apprentissage et d'humanisation, est devenu, le temple de la violence et de la déshumanisation : les étudiants se découpent à la machette.

> Notre université, lieu de l'intelligentsia, creuset des valeurs sociales, partage les traits caractéristiques de l'état de nature. (…). Les étudiants n'hésitent pas à se découper à la machette, à frapper un des leurs jusqu'à ce qu'il perde la vie. Comme à l'état de nature, ce qui prime c'est l'asservissement de l'autre pour avoir

> le monopole de la parole, chacun pensant à son intérêt personnel (D. L. Fie, (2007, pp. 71-89).

Après le premier gouvernement de Robert Guéi, en janvier 2000, la F.E.S.C.I. qui était le syndicat allié au Front républicain ivoirien a connu sa première grave crise, appelée la guerre de la machette qui a opposé les syndicalistes membres de la F.E.S.C.I., proche du RDR et ceux proches du F.P.I. Selon I. Diarassouba (2017, pp. 379-398), « cette violence qui opposait les syndicats entre eux, mais aussi les militants d'un même syndicat, s'est intensifiée au fil des années, et a finalement intégré le fonctionnement des syndicats et les habitudes des militants syndicalistes ». Pour conforter sa mainmise sur l'université, la F.E.S.C.I., use depuis longtemps de violences et d'intimidations. De 1990 à aujourd'hui, la culture de la violence n'a fait que se renforcer. La F.E.S.C.I. a mis les campus en coupe réglée, en imposant sa logique, la logique de la force, par laquelle, sur les campus et aux alentours des résidences universitaires, elle installe des commerces, des buvettes, voire une boîte de nuit, qui lui payent un « quota » ou des taxes. Faisant la loi, certains membres de la FESCI, se sont souvent permis de se servir dans ces commerces sans payer la facture. Aujourd'hui encore, ce syndicat prélève des taxes sur les bourses des étudiants. Comme nous l'avons souligné dans un texte antérieur,

> La Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire, cette association sensée être le syndicat pour la défense des élèves et étudiants s'adonne depuis plusieurs années au racket des étudiants boursiers sans que personne ne soit dérangée. C'est de 10 000 frs à 20 000Frs que chaque boursier est obligé de payer comme taxe. Leurs attitudes sur l'espace universitaire portent les traits de fonctionnement d'une milice armée. (K. D. Kouadio, 2021, pp. 107-120).

Les chambres d'étudiants qu'elle a réquisitionnées sont mises à la disposition de ses membres, d'autres chambres sont mises en location par celle-ci, d'où elle récupère le loyer, avec parfois des possibilités de vider nuitamment les occupants. C'est de cette façon que de nombreux étudiants sont constamment bastonnés et humiliés. Comme on peut le constater, la F.E.S.C.I., a imposé la pensée unique par la terreur, alors qu'elle s'est faite passer depuis son avènement, pour un syndicat qui promeut la démocratie et l'État de droit. Or, souligne A. A. Hauhouot (2015, p. 118-119), « tous ceux avec lesquels on a discuté se prétendent démocrates convaincus, mais leur vision de la démocratie et ainsi que de sa

pratique sont plus proches de la dictature. Il n'y a pas pire preuve que le refus du pluralisme syndical par la FESCI ». Ce syndicat aux méthodes tyranniques, rame à contre-courant de sa prétendue lutte pour l'instauration de la démocratie, avec son slogan : pas d'école nouvelle sans démocratie véritable, alors que dans la pratique, c'est la dictature qu'il exercice sur les campus. Même les élections qu'il organise en son sein, sont bien souvent manipulées, frauduleuses et se terminent par la violence.

Ce syndicat s'est spécialisé dans des pratiques peu recommandables dans les universités de Côte d'Ivoire. Les incidents observés sur les campus vont de simples problèmes de disciplines aux gestes obscènes, aux crimes. Dans son action sur les campus, nous sommes souvent témoins des menaces verbales et physiques, les agressions, le vandalisme et les extorsions de toute nature qu'il exerce sur les autres. Nous assistons, bien souvent, à des confrontations de plus en plus violentes entre les manifestants et les forces de l'ordre qui, en violation des franchises universitaires, interviennent pour rétablir l'ordre. Dans cette confrontation violente, le campus est troublé et devient un espace où règnent l'insécurité et la peur.

La F.E.S.C.I. garde dans son histoire, de nombreux cas de meurtres sur ses propres militants et sur des militants de syndicats adverses : « À Abidjan, le 16 juin 1991, Thierry Zébié, un étudiant loubard, transfuge de la Fesci passé du côté du pouvoir, est tué à coups de projectiles par une foule d'étudiants descendus du campus jusqu'à la cité Mermoz ». (Y. Konaté, 2003, p. 49-70). C'est aussi le cas de l'étudiant Abib Dodo Borice, torturé puis assassiné en juin 2004 sur le campus universitaire de Cocody, sans oublier d'autres cas similaires, où des étudiants ont été ensevelis en toute discrétion, sur le campus universitaire. Sous ce rapport, on peut saisir cette organisation syndicale comme un escadron de la terreur, une mafia qui s'est installée au cœur des universités pour asseoir sa domination et décider de l'ordre à l'université. Dans cette situation, les universités sont en crise permanente, elles ne sont pas des espaces de stabilité et de tranquillité certaines pour des études. Elle s'autorise la fermeture des départements avec qui, elle a des incompréhensions, pose des

actes de vandalisme et bloque des délibérations de jurys d'examens quand les résultats publiés ou en cours de publication ne sont pas en sa faveur.

Les universités de Côte d'Ivoire sont éprouvées par cette violence inouïe et impunie, qui viole tout droit. Les grands campus, partagés entre la F.E.S.C.I à Abidjan et Daloa, le C.E.E.C.I. à Bouaké et l'A.G.E.E.C.I. à Korhogo connaissent les mêmes situations, les mêmes modes de fonctionnement, et le même mode opératoire. Les universités ivoiriennes sont à l'épreuve de cette jeunesse turbulente et insolente qui s'est plusieurs fois illustrée dans les perturbations intempestives et musclées des cours et des rencontres académiques.

Comme on le voit, cette violence syndicale institutionnalisée dans les universités, met en crise les universités de Côte d'Ivoire, autrefois, carrefour du savoir, mais aujourd'hui, nid de voyous qui, sous le couvercle de leurs syndicats, ont défiguré l'espace universitaire, en le transformant en champ de bataille. La F.E.S.C.I. et les nouveaux syndicats qui s'imposent par leur capacité de nuisance, n'ont pas relevé les défis de leur existence. Nos universités paralysées par ce flux de violences, sont en crise et ne peuvent plus, de cette façon, refléter le statut de noblesse qui caractérise le concept même d'université.

3. Perspectives d'universités exemptes de violences syndicales

Jusqu'ici, les stratégies pour mettre fin à la violence des syndicats estudiantins n'ont pas tenu leurs promesses. La pacification des campus et espaces universitaires a été un leurre dans la mesure où ces espaces sont de plus en plus contrôlés et maîtrisés par les différents syndicats qui y imposent leurs volontés. La violence est latente et peut exploser à tout moment et cela met les universités en situation de crise permanente. Les autorités administratives, pour faire revenir le calme et prétendre maîtriser la violence des syndicats, procèdent par la corruption pour acheter leur silence. Dans cette posture, les problèmes que rencontrent les étudiants et étudiantes, semblent ne plus intéresser les syndicats qui feignent de les ignorer. Désormais, ils peuvent avoir beaucoup d'argent, voire obtenir leur insertion professionnelle, par leur inscription sur les listes d'admission aux concours, s'ils restent tranquilles. Or, cette approche est loin d'assurer une pacification permanente des espaces

universitaires, dans la mesure où, ces syndicats qui, par le jeu de la corruption et de la facilité, font de cette solution précaire un fonds de commerce pour se financer et renforcer leur puissance sur les campus. Il faut donc des décisions courageuses pour disqualifier la violence et le désordre qui ont fait irruption sur les campus depuis plusieurs décennies. Comment sortir de cette crise des universités dont un des facteurs importants déclencheurs est la violence des syndicats estudiantins ?

Jean-Marc Ela, faisant le diagnostic des politiques d'ajustement structurels des années 1980, a montré leurs effets dévastateurs sur les systèmes éducatifs, universitaires et sanitaires, qui ont fragilisé l'État et démoli son potentiel de développement. Il y a, dit-il une inadéquation entre les mesures d'ajustement structurel imposées de l'extérieur et les politiques d'éducation et de santé qui répondent aux besoins et aux urgences des pays africains. « Il est maintenant de plus en plus clairement reconnu que, dans la plupart des cas, il ne peut y avoir de sortie de la crise sans que l'étau financier soit considérablement desserré. Cet allégement de la contrainte financière est la condition de toute perspective de développement et d'équilibre social » (J.-M. Ela, 1994, p. 57). En disqualifiant la théorie régressive des institutions de Brettons Woods, les États africains en général et l'État ivoirien en particulier, doivent se réapproprier leurs systèmes universitaires et sanitaires, puis en prendre le contrôle. Pour ce faire, il faut mener une lutte farouche contre la corruption et l'impunité, ensuite mobiliser les ressources pour investir sérieusement dans l'école et dans l'université, en améliorant les conditions de vie et de travail des acteurs (enseignants, personnel administratif et technique, puis des étudiants). J.-M. Ela (1994, p. 57) prévient qu'« il faut aujourd'hui redouter une emprise accrue des formes d'ingérence et des mécanismes d'intervention extérieure mettant en cause la prise d'initiative des acteurs locaux, notamment dans le domaine de la planification et de la mise en œuvre des politiques réelles d'éducation et de santé ». Cette ingérence extérieure veut prendre le contrôle de notre système universitaire pour, en réalité, servir ses intérêts. La réforme des maquettes pédagogiques et les restructurations de l'enseignement supérieur doivent s'opérer à l'initiative des autorités et des acteurs. Il ne s'agit pas de réformes unilatérales prises par le ministre de

l'enseignement supérieur, coupé souvent des réalités et incapables de mettre en place une réforme intersubjectivement partagée.

Dans l'actualité de la reforme de nos maquettes pédagogiques, c'est malheureusement la banque mondiale qui est à la manœuvre. Avec le financement qu'elle propose, elle prend le contrôle de notre système universitaire et l'oriente en fonction de ses intérêts. Le projet de performance des maquettes pédagogiques initié et financé par la banque mondiale, tel qu'engagé, avec des procédures irrationnelles qui font travailler les enseignants-chercheurs sans les rémunérer, en faisant bénéficier à leurs experts, le travail que font ces enseignants, est difficile à réaliser. Avec l'obsession de l'emploi jeune, les maquettes risquent de se vider de leurs contenus et la formation risque d'être instrumentalisée. Nous craignons que cette nouvelle initiative plombe à nouveau, nos universités déjà en crise.

Il faut dépolitiser les syndicats estudiantins à travers une reforme rigoureuse dans laquelle leur structure actuelle soit démolie. « Il s'agit de libérer l'école de la manipulation idéologique, des luttes politiciennes » (D. L. Fié, 2007, pp. 71-89). L'impunité dont jouissent ces jeunes, doit prendre fin, par des enquêtes sérieuses qui pourront nous ramener sur leurs crimes passés, retrouver les coupables, les traduire en justice et les condamner si les preuves de leurs participations dans ces crimes sont avérées. L'État doit prendre ses responsabilités pour « démilitariser » les syndicats estudiantins qui ont érigé les résidences universitaires et tous les espaces universitaires en des « camps militaires », avec des unités dans les différentes sections, qui s'entrainent nuits et jours pour se préparer à des affrontements ou continuer d'exercer leurs influences et leurs dominations violentes dans les universités. Cette dérive des syndicats, observée jusque-là, sans être inquiétés, qui leur donne le sentiment de l'impunité, doit prendre fin. La violence ici, comme hors-la-loi, doit être pénalisée, car elle est l'instrument de déstabilisation et de destruction des universités et de la jeunesse. De la sorte, dé-barbariser l'espace universitaire est le lieu d'émergence de sa pacification et de sa régénérescence. De ce point de vue, l'État doit donc prendre ses responsabilités pour restaurer l'autorité des enseignants-chercheurs et celle du personnel administratif, afin que l'université

retrouve son lustre d'antan. Dans cette tâche, les conditions de vie et de travail des acteurs de l'espace universitaire doivent trouver définitivement des solutions susceptibles de mettre les universités à l'abri du besoin.

> Dans les sociétés bloquées où des milliers de jeunes sont exposés à camper sur les trottoirs, une tâche s'impose : « investir dans l'homme » pour préparer l'avenir. Car, c'est bien l'homme africain, notre dernière chance, qui est aujourd'hui menacé au moment où l'Occident s'organise pour se réapproprier les ressources de la planète. (J.-M. Ela, 1994, p. 59-60).

Pour Jean-Marc Ela, l'homme est notre ressource fondamentale et notre seule richesse. S'il faut s'efforcer de promouvoir la qualité de la vie dans tous les domaines de la société, il importe d'avoir à cœur l'impact socio-politique de toute déflation massive dans le secteur public. C'est pourquoi, dit-il, dans les lieux de parole, de réflexion et de décision, l'on doit remettre en question la pertinence des programmes qui, en fin de compte, sont destinés à aggraver les conditions de vie en Afrique. Investir dans l'homme ici, c'est choisir de mettre à sa disposition, les moyens nécessaires pour assurer une formation de qualité. Dans cette perspective, les formateurs doivent être mis à l'abri du besoin si nous voulons qu'ils fassent de l'enseignement une passion heureuse. L'enseignant-chercheur, comme maître initiateur des étudiants au savoir, est la mesure du développement. Le mépriser et créer les conditions de son appauvrissement, c'est mépriser l'avenir en entretenant l'ignorance et la médiocrité, c'est-à-dire, ouvrir pour l'avenir, les portes de la régression. Les problèmes de nos universités sont connus. Les solutions ont plusieurs fois été élaborées à l'occasion d'ateliers de réflexion organisés avec les autorités académiques et universitaires, mais, par la ruse et le manque de volonté politique, les universités sont toujours en crise et abandonnées par L'État.

Penser la crise dans les universités ivoiriennes, c'est interroger la violence qui s'y est installée et moraliser l'activité syndicale. Le syndicalisme est une activité responsable, menée avec des responsables qui ont une grandeur d'esprit et qui travaillent à l'avènement d'une atmosphère exempte de violence. Dans la perspective d'universités exemptes de violence, il est question de réinterroger le système universitaire dans sa structuration, son organisation, son fonctionnement et repositionner l'université comme le lieu du savoir, dont la

mission est de préparer les jeunes à la citoyenneté et à la construction de la nation. L'université n'est pas un camp militaire, encore moins le lieu de fabrication de voyous et de délinquants qui utilisent la violence pour s'épanouir. L'université est le temple du savoir. Comme l'indique J.-M. Ela (2007, p. 168), « en Afrique, c'est dans le savoir que se trouve une des clés pour sortir de la pauvreté. Bien plus, le savoir est une condition du développement durable ». Notre jeunesse doit donc fréquenter les bibliothèques, lire et se cultiver pour trouver la clé du savoir qui affranchit de la pauvreté. La quête d'un développement durable trouvera ses fondements, non pas dans la violence des syndicats estudiantins, mais dans l'abnégation au travail, à la culture et au savoir. Ainsi, écrit J.-M. Ela (2007, p. 187) « les choix d'avenir s'opèrent désormais autour du savoir ». Dans notre société qui a fait de l'avoir et de la richesse, la priorité des priorités, Jean-Marc Ela nous indique une nouvelle voie, celle du savoir pour prétendre se réaliser. Sans connaissance, on pêche et on périt toujours par naïveté. L'université est le lieu de ce savoir et de la formation de l'homme. Dans cette perspective, une université exempte de violence doit, pour ainsi dire, se réconcilier avec elle-même, pour qu'elle redevienne un espace civilisé de recherche, d'apprentissage et de formation pour le développement de la Côte d'Ivoire.

Conclusion

Il ressort de notre analyse que la FESCI, née en 1990, à l'occasion de l'ouverture de la Côte d'Ivoire au multipartisme, est à l'origine de la violence dans les universités ivoiriennes. Les revendications engagées avec violences ont déstructuré l'ordre et la paix dans l'espace universitaire. Ses méthodes tyranniques, ont écrasé les autres syndicats, et l'on propulsé sur les campus pendant longtemps comme la seule structure syndicale des élèves et étudiants. Elle s'est rendue coupable, au fil des années, d'actes de vandalisme, de meurtres, de casses, de bastonnades d'enseignants, d'étudiants, du personnel administratif et autres qui ont terni l'image des universités ivoiriennes en les plongeant en situation de crise permanente. Les autres syndicats nés après la crise postélectorale qui occupent les espaces universitaires de Bouaké et Korhogo, ont adopté les mêmes pratiques violentes pour intimider et dominer l'espace

universitaire. Les universités ivoiriennes sont donc éprouvées par cette violence des syndicats estudiantins qui sape la qualité des études et de la formation. C'est pourquoi, pour sortir de la grisaille, nous invitons l'État à prendre ses responsabilités, afin de dépolitiser et de « démilitariser » les syndicats estudiantins pour l'avènement d'une paix durable et la réhabilitation des universités de Côte d'Ivoire. La résolution sérieuse, sans ruse, de tous les problèmes connus des universités, est un viatique pour remettre l'université sur la voie de la performance et de l'excellence.

Références bibliographiques

ADOU Appiah, 2013, *Le syndicalisme en Afrique subsaharienne, l'expérience de la Côte d'Ivoire,* Paris, L'Harmattan,

DIARASSOUBA Ibrahima, 2017, « Violence Syndicale Estudiantine Dans Les Universités Publiques De Côte d'Ivoire : Perceptions Et Enjeux ». *European Scientific Journal*, ESJ. 13, 7 (Mar. 2017), pp. 379-398. DOI: https://doi.org/10.19044/esj.2017.v13n7p379.

ELA Jean-Marc, 1994, *Afrique, l'irruption des pauvres (société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, Paris, L'Harmattan.

ELA Jean-Marc, 2007, *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique*, Paris, L'Harmattan.

FIE Doh Ludovic, 2007, « École et violence : contribution à la critique de la régression vers la barbarie », In *le Kore*, *Revue ivoirienne de philosophie et de culture*, Abidjan, N°38, pp. 71-89.

HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2015, *Côte d'Ivoire, À quand la puissance éducative ?* Abidjan, Nouvelles Editions Balafons.

KONATE Yacouba, 2003, « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes », in *Politique africaine,* (N°89), p. 49-70. DOI : 10.3917/polaf.089.0049, https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-1-page-49.htm.

KONÉ Cyrille, 2017, *Sur la maîtrise de la violence*, Paris, L'Harmattan.

KOUADIO Koffi Décaird, 2021, « Penser la mobilité et l'immobilisme dans l'espace universitaire ivoirien », in *Revue le Caïlcédrat, revue canadienne de philosophie, de lettre et de sciences humaines,* décembre 2021, N° spécial, les éditions Différance Pérenne, Québec, pp. 107-120.

NIAMKEY Koffi, 2019, *Écrits politiques*, Paris, L'Harmattan.